

OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 007./OLUCOME/11/2021 PORTANT SUR LE FORUM
NATIONAL SUR LE DEVELOPPEMENT DU BURUNDI

« Toutes les mesures devraient être prises pour que ce forum national sur le développement du Burundi ne soit pas juste un lieu de divertissement et du tourisme »

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) a appris avec satisfaction que la présidence de la République du Burundi organise un Forum national sur le développement du Burundi du 18 au 19 Novembre 2021. A cet effet, l'Observatoire remercie beaucoup son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi pour cette initiative très louable de développer le Burundi.
2. Cependant, il fut organisé dans le passé des conférences de ce genre dont les recommandations ne sont jusqu'ici mises en application par le Gouvernement. Le Gouvernement du Burundi en collaboration avec ses partenaires avait organisé en janvier 2012, une retraite gouvernementale tenue à Ruyigi sur une évaluation de l'efficacité de la loi anti-corruption. Au cours de cette retraite, plusieurs partenaires dont Transparency Internationale ont recommandé à travers leur appui technique qu'étant donné des rancunes relevées dans la loi anticorruption et les faiblesses majeures des institutions de lutte contre la corruption, le Gouvernement devrait proposer le plus rapidement possible la réforme du cadre légal anticorruption. En août 2013, les Etats généraux sur la justice ont été organisés dans l'objectif de rendre la justice burundaise indépendante et se conformer, entre autres, à la Convention des Nations Unies contre la Corruption. En octobre 2014, il y a eu une retraite gouvernementale avec la société civile burundaise qui s'est tenue à Gitega. L'inefficacité de la loi et des institutions de lutte contre la corruption a été débattue. Et il a été formulé des recommandations pour pallier aux différents défis. Comble de malheur, les recommandations émises lors de ces trois événements si importants dans la vie des burundais ci-haut mentionnés ne sont jusqu'ici mises en application par le Gouvernement du Burundi. Or, ces retraites ont consommé beaucoup de moyens financiers.
3. Bien plus, un travail d'experts nationaux et internationaux a été fait au moyen, entre autres, d'un processus participatif et avait abouti à un document intitulé « La Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption » en 2011. Cependant, cette stratégie a été rejetée par le Gouvernement sans qu'il atteigne ses objectifs. De même, le Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la pauvreté de première génération (CSLP I) et celui de la deuxième génération (CSLP II) dont la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption faisait partie intégrante ont été financés à hauteur de plus de 7 500 milliards Fbu. La

réalisation des actions de ces documents stratégiques n'a pas amené le Gouvernement à atteindre ses objectifs d'accroître le taux de croissance économique et de tirer la population burundaise de la pauvreté. Bien encore, les deux rapports d'examen périodique sur la mise en application de la Convention des Nations Unies contre la Corruption sur le Burundi de 2010 à 2015 et de 2015 à 2020 produits par les pairs (l'Egypte et la République Bolivarienne du Vénézuëla d'une part ainsi que l'Allemagne et le Cameroun d'autre part) reviennent sur les manquements graves du Gouvernement burundais. Ils sont quasiment les mêmes que ceux observés lors de la formulation des recommandations issues de ces trois retraites. Cependant, toutes les recommandations relatives à la réalisation de tous ces documents stratégiques et aux deux rapports d'examen du Burundi ne sont pas encore mises en œuvre jusqu'aujourd'hui.

4. Selon les données de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Africaine de Développement (BAD) et des autres institutions internationales crédibles, le Burundi est classé parmi les trois pays les plus pauvres du monde avec un taux de pauvreté de plus de 70%. Malgré ces initiatives de développement du Burundi qui ont emporté plus de 7 500 milliards de Fbu, le Burundi est toujours classé parmi les 3 premiers pays les plus pauvres du monde. Son taux de croissance économique est presque nul. D'où ce Forum devrait trouver des réponses à ces quatre questions suivantes :

- Qu'est-ce qui fait que ces initiatives ci-haut mentionnées n'ont pas pu réduire le taux de pauvreté de la population burundaise ?
- Qu'est-ce qui fait que le taux de croissance économique du Burundi est presque nul alors que les autres pays qui étaient dans la même situation ont un taux de croissance économique par rapport au PIB oscillant entre 8 et 13 % ?
- Qu'est-ce qui fait que les recommandations et les initiatives faites pour le développement du Burundi n'ont pas pu aboutir aux résultats escomptés ?
- Qu'est-ce qui fait que toutes les décisions constitutionnelles prises par le Président de la République, le Général Evariste Ndayishimiye ne sont pas mises en application ? (Notamment la déclaration du patrimoine et des biens des mandataires publics, les enquêtes sur les détournements à l'ONATEL, REGIDESO, OTRACO, BARRAGE de KAJEKE (13 milliards), BARRAGE de MPANDA (54 milliards), l'affaire Côte Manirakiza ,Ancien Ministre de l'Energie et des Mines,.....)

Si ces quatre questions ne parviennent pas à trouver des solutions dans ce Forum, l'OLUCOME va considérer ce Forum comme une forme de malversations économiques et de détournements des fonds publics. Il ne sera qu'un lieu de divertissement et du tourisme.

5. Une fois que ces questions trouvent des réponses, l'OLUCOME suggère ce qui suit :
 - a. Qu'il y ait un Comité national indépendant de suivi et de mise en œuvre des recommandations qui donnera périodiquement rapport au Président de la République dont les membres sont indépendants issus des représentants de la

diaspora libre , de la société civile libre , des experts et de la présidence de la République ;

- b. Qu'il y ait une évaluation annuelle du plan de développement du Burundi,
- c. Ce forum doit mettre au centre le respect du capital humain dans tous ses droits comme élément central et la gouvernance au centre du développement du Burundi ;
- d. Ce forum doit réfléchir sur la lutte contre la pandémie de Covid-19 qui handicape l'économie des pays du monde en général et du Burundi en particulier.

VIVE LE BURUNDI SANS LES DIRIGEANTS CORROMPUS, VIVE LA BONNE GOUVERNANCE

Fait à Bujumbura, le 18 /11/ 2021

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

